

## MAYOTTE : CATASTROPHE NATURELLE ET CATASTROPHE SOCIALE

*Le 14 décembre, Mayotte a été en proie au cyclone Chido et la situation de la population est critique. Elle met en lumière les difficultés de l'île et notamment l'incurie de l'État français. Bayrou a dépêché sur place l'ex-ministre des Outre-mer et, surtout, Retailleau, le successeur de Darmanin, encore pire que son prédécesseur qui avait laissé un bien mauvais souvenir à Mayotte avec la chasse aux pauvres et aux migrants de l'opération Wuambushu d'avril 2023 qu'il avait dirigée.*

### **Des dégâts considérables...**

Le cyclone a ravagé tout le nord de Mayotte, avec des rafales de vent de plus de 220 km/h. Le port de Mamoudzou a été détruit, l'aéroport sérieusement endommagé, l'hôpital aussi. Des quartiers entiers ont été rayés de la carte. Le bilan humain reste difficile à établir : 14 morts sont officiellement recensés à ce jour, le préfet a dit craindre qu'il y en ait en fait des milliers ensevelis sous les décombres. Le nombre d'habitants qui ont tout perdu est beaucoup plus important. 100 000 habitants seraient sans toit, soit près du tiers des habitants de l'archipel.

### **Sur fond de misère ambiante...**

Les dégâts sur les infrastructures ont rendu l'accès à l'électricité, aux services téléphoniques et à l'eau courante encore plus difficile que d'habitude, compliquant le travail des secours. D'autant que les routes, déjà insuffisamment entretenues, ont été rendues impraticables à cause des nombreux arbres déplacés par le vent.

Les quartiers les plus pauvres sont en première ligne. Les bidonvilles représentent un tiers des habitations à Mayotte : bâtis en tôles, ils ont été emportés. Les sans-papiers sont encore plus touchés : ils ont été nombreux à ne pas s'abriter dans des centres d'hébergement de peur d'être arrêtés. L'hôpital et les centres de santé, déjà en piètre état, ont été abîmés et inondés, et se retrouvent incapables d'accueillir et de soigner tous les blessés.

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes à cause des ravages du capitalisme sur le climat, comme l'ont rappelé les récentes inondations à Valence en Espagne. Mais l'ouragan Chido a plus à voir avec les catastrophes au Pakistan en 2022 ou en 2023 en Libye : la situation de misère et de sous-déve-

loppement rend en effet ces populations encore plus vulnérables que celles des pays riches.

### **... et de responsabilité de l'État français**

L'État français a d'abord réagi en annonçant la présence de 1 600 policiers et gendarmes sur l'île, visiblement moins préoccupé par les problèmes de la population que par les « pillages », avant de rectifier le tir de sa com' en mettant en avant l'envoi de la sécurité civile, de pompiers et l'établissement d'un pont aérien entre la France et Mayotte, via La Réunion. Il faut dire que c'était particulièrement choquant alors que les habitants, privés de tout, cherchent de l'eau et de la nourriture !

Bayrou annonce suivre la situation « heure par heure » et les représentants de l'État jurent faire de leur mieux pour régler la situation, cela ne calme en rien les inquiétudes des habitants. Au-delà du choc ressenti, il y a de la révolte contre l'État français. Un sentiment d'abandon qui ne vient pas de nulle part : le sous-financement des services publics et la répression sont des constantes à Mayotte. Cela a empiré ces dernières années avec la gestion calamiteuse du Covid et la chasse aux pauvres et aux migrants pendant l'opération Wuambushu.

Les larmes de crocodile de Macron et de ses acolytes sont donc particulièrement hypocrites. Mayotte est officiellement un département français. Mais la situation sur l'île ressemble bien plus à celle des plus pauvres parmi les pays africains voisins qu'à la métropole du septième pays le plus riche du monde. Ce cyclone a lieu sur un territoire déjà ravagé depuis des années par l'impérialisme, une catastrophe qui, elle, n'a rien de naturel.

## 1000 euros de prime aux ateliers de Trappes

Ce n'est pas un cadeau du père Noël ou de la direction. Cette prime résulte d'un mouvement explosif. Tout a commencé au mouvement, **les collègues qui acheminent les rames, en grève à 100% dimanche 24 novembre**. Ils forçaient la direction à concéder 950 euros de prime 24 heures plus tard. Devant ce succès **les collègues du frein se mirent en grève le dimanche suivant**. Le lundi 2 décembre **toutes les équipes se sont réunies** et envoyaient 4 représentants élus par l'AG joints à deux délégués syndicaux pour négocier avec la direction. Celle-ci a concédé à tous une prime de 700 euros pour décembre et 300 euros pour le début de l'année 2025.

**Et si nous faisons pareil à Hellemmes ?**

## Fast food

La direction prévoit de séparer la cantine du TI d'Hellemmes du reste de l'établissement. L'entrée devra donc se faire par la rue. Encore un moyen pour fliquer et mettre la pression sur les coupures des agents. **On imagine les galères quand le temps manque pour manger ou l'interdiction des chefs de sortir de l'établissement hors des horaires de poste**. Un manque à gagner aussi pour le CASI. Ils essaient de nous le faire avaler, rendons leur l'addition.

## SVEA, SVLO, SVSA...

Depuis le 15 décembre ce sont plusieurs centaines de cheminots qui ont été transférés dans des filiales privées de la SNCF ; SVEA à Amiens, SVLO à Nantes, SVSA à Nice... Partout la colère de ces collègues, transférés au nom de la rentabilité du Monopole ferroviaire, s'est exprimée par des rassemblements et des grèves : **80 ADC en grève et en AG sur Amiens, 40 ADC sur 40 en grève à Nantes, rassemblement important à Nice**. Peu importe le nom de l'entreprise dans laquelle ces collègues bossent à présent, ils ont bien raison se battre pour défendre leurs conditions de travail et leurs salaires.

## Après le 12 décembre, la résistance continue

La grève en demi teinte du 12 décembre dernier n'a pas pris suffisamment d'ampleur pour devenir une grève reconductible large. Mais les grèves locales des cheminots transférés dans les filiales ou celles en cours à la SNCF même montrent que de nombreux cheminots sont prêts à défendre leur conditions de travail.

## C'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction

Le 21 décembre, les fédérations syndicales nationales avaient préféré centrer les revendications sur des perspectives institutionnelles. Comme s'il était possible d'empêcher les projets patronaux dans les salons feutrés de l'Assemblée Nationale et des négociations. **Mettre dans la tête des cheminots que leur salut viendra d'autre chose que d'eux-mêmes est une impasse**. Les gouvernements qui se sont succédés, de droite comme de gauche, n'ont jamais rien fait pour améliorer le service public ferroviaire ni les conditions de travail des cheminots. En Nou-

velle Aquitaine, ce n'est même pas la droite mais le PS, membre du NFP, qui organise l'ouverture à la concurrence des TER.

## Un spectre hante la SNCF

Parmi les tâches supplémentaires refilées par la direction aux ASCT transférés à SNCF Étoile d'Amiens (SVEA) on trouve le contrôle de la propreté des trains. Pour nous, pas question de fliquer les collègues du nettoyage. Et pour ramasser les canettes laissées dans le train, les chefs n'ont qu'à le faire eux-mêmes. Cerise sur le gâteau : **signaler les « spectres » qui est le doux nom mystique que la direction donne aux traces de sébum laissées sur les vitres**. Et si la colère des agents finissait par les hanter ?

## Accro branche

La direction aime bien nous sortir des articles de l'accord de branche ferroviaire pour faire passer les attaques sur nos conditions de travail comme règlementaires. Pas de bol, cet accord qui est toujours en cours de négociation ne s'applique légalement pas à la SNCF. Dommage pour eux, il faudra qu'ils continuent à respecter la réglementation RH.

## Prise en écharpe

La direction TER a fait un magnifique cadeau de fin d'année aux ASCT : une écharpe aux motifs de Noël. Avec la recommandation des chefs de la porter en service pour avoir l'air sympa. **Après la distribution de bonbons dans les trains à Halloween, quel sera le prochain projet farfelu de la direction ?** Le bonnet crêpe à la chandeleur ?

## À la loupe

Les agents du TER des Hauts-de-France sont les seuls de tout le pays à ne plus avoir l'outil de « loupe » dans Pacific, qui permet notamment de connaître le nom des agents en service sur une mission. La direction prétend que c'est pour être conforme au règlement sur le respect de la vie privée. Encore un prétexte à rogner l'existant en passant en force.

## Bayrou de secours

Voilà. Tout est dit.

## Martinique : la vie est chère, l'eau aussi

La mobilisation contre la vie chère continue en Martinique. La gestion coloniale du gouvernement ne s'arrête pas aux prix déliants des denrées alimentaires, en moyenne 40 % plus élevés que dans l'Hexagone, pour le plus grand profit de CMA-CGM et autres Auchan. Cela se traduit aussi par des infrastructures en piteux état : l'année dernière les Martiniquais ont subi de nombreuses coupures et restrictions d'eau en raison de la sécheresse, mais aussi du mauvais état des usines de Rivière Blanche et Directoire. Tout cela malgré un prix de l'eau quatre fois plus élevé que son coût de production, pour le plus grand profit de SME, filiale de Suez.

*Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant.  
Contacte nos militants ou par mail à  
nparevolille@gmail.com*